

## CHAPITRE II

### L'INVENTION DU SOCIALISME

En 1851-1852 une polémique feutrée s'engage sur la paternité de ce néologisme qu'est le "socialisme". Au socialiste Pierre Leroux qui affirme : "j'inventais il y a vingt ans le terme de socialisme pour l'opposer au terme d'individualisme", l'économiste Louis Reybaud répond en déclarant au contraire qu'il a eu lui-même "le triste honneur de l'introduire dans notre langue<sup>47</sup>". Il est avéré aujourd'hui que l'expression "socialiste" est employée dans *Le Globe* saint-simonien début 1832, en 1833 dans *Le Phalanstère* de Victor Considerant, et en 1835 par Lamartine dans son *Voyage en Orient*<sup>48</sup>. Cependant, c'est bien Louis Reybaud qui se révèle être le véritable "inventeur" du socialisme car, à travers son livre *Études sur les Réformateurs contemporains, ou Socialistes modernes*<sup>49</sup>, publié en 1840,

---

<sup>47</sup> Louis REYBAUD, article "Socialistes, socialisme", dans Ch. COQUELIN et G. GUILLAUMIN, *Dictionnaire de l'économie politique*, t. 2, *op. cit.*, p. 629. La phrase de P. LEROUX est citée par Jean BRUHAT, "Le socialisme français de 1815 à 1848", dans Jacques DROZ, *Histoire générale du socialisme*, t. 1, Paris, PUF, 1972, p. 333. Nous empruntons également à J. Bruhat la chronologie de l'emploi du terme dans les journaux socialistes.

<sup>48</sup> "Les prolétaires se trouvent aujourd'hui dans une condition pire qu'ils n'ont jamais été ; ils ont reconquis des droits stériles sans avoir le nécessaire, et remueront la Société jusqu'à ce que le socialisme ait succédé à l'odieux individualisme.", cité par Étienne CABET, *Voyage en Icarie*, Paris, J. Mallet, 1840, p. 524. On notera que Cabet ne reprend pas le terme de socialisme à son compte (cf plus loin).

<sup>49</sup> Louis REYBAUD, *Études sur les Réformateurs contemporains, ou Socialistes modernes, Saint-Simon, Charles Fourier, Robert Owen*, Paris, Guillaumin, 1840.

il a non seulement popularisé le mot, mais surtout constitué le socialisme comme objet d'étude spécifique, lui donnant ainsi la cohérence d'un courant d'idées reconnu.

Il peut sembler paradoxal que ce soit sous la plume d'un économiste, au sein d'une école libérale elle-même en formation, que le concept de socialisme ait commencé à prendre consistance. Cela n'implique d'ailleurs pas que les socialistes eux-mêmes n'aient perçu que leurs critiques de la société tendaient à les réunir. Les passages fréquents de saint-simoniens vers l'école sociétaire, par exemple, témoignent sans doute de la proximité ressentie des différentes doctrines. Mais ils signalent aussi, du même coup, le poids d'une structure sectaire et des querelles d'écoles qui en découlent, empêchant toute affirmation unitaire. C'est précisément, pensons nous, parce que l'école libérale est, elle aussi, en train de se constituer, mais sur la base d'une doctrine unique, celle de J. B. Say, qu'il va lui revenir - pour mieux se délimiter elle-même - de définir cet "autre", situé à ses marges - le socialisme.

Nous y voyons en tous cas la preuve de ce que la vitalité du socialisme a contribué à modeler, dès l'origine, le visage de l'économie politique française. Les étapes qui mènent à l'émergence du concept de socialisme, dans les années 1837-1840, sont en effet très éclairantes sur ce point. Car d'Adolphe Blanqui - le premier à présenter dans le cadre de son *Histoire de l'économie politique* de 1837 une analyse d'ensemble des oeuvres de Saint-Simon, Fourier et Owen, où il les regroupe sous le terme d'"économistes réformateurs" - à Louis Reybaud qui en 1840 traite des même auteurs, considérés désormais comme "socialistes", on assiste en fait à la mise en place du processus qui va conduire l'économie politique française à coïncider de plus en plus exactement avec le libéralisme pur. Processus de clarification idéologique certes, mais en même temps processus de fermeture sur des positions dogmatiques, c'est de lui - pour une large part - que l'économie politique française tiendra, pratiquement jusqu'à la fin du siècle, son identité propre

L'histoire de "l'invention" du socialisme par les économistes mérite également attention à un autre titre car elle préfigure, plus de trente ans auparavant, les débats qui entoureront la "découverte" de Marx

par le même milieu économiste. Dans les deux cas en effet le problème est identique : comment l'économie politique, la science attachée à découvrir les lois de la production et de la distribution des richesses, doit elle apprécier l'oeuvre de ces Saint-Simon, Fourier ou, plus tard, Proudhon et Marx ? Comment doit-elle lire les textes de ces théoriciens hautement subversifs, mais qui se revendiquent pourtant, chacun à sa manière, de la science ? Doit-on les inclure dans le champ de la science économique, ou les en rejeter ? La réponse à ces questions dépend principalement, en réalité, des représentations diverses que les économistes élaborent de l'économie politique elle-même. Des problématiques qu'ils adoptent procèdent, en effet, la délimitation du champs même de la discipline, de ses frontières, et la reconnaissance, ou non, de l'apport scientifique de ceux que l'on ne tardera pas à appeler "les socialistes".

## **1 - Saint-Simon, Fourier et Owen : des "économistes réformateurs"**

*L'Histoire de l'économie politique en Europe* <sup>50</sup> est un livre important à plusieurs titres. On notera d'abord que le succès immédiat de l'ouvrage ouvre à son auteur les portes de l'Académie des Sciences morales et politique. C'est que nul ne s'était encore, en France, attelé à ce projet ambitieux, bien à même de consolider une science nouvelle en en retraçant l'histoire depuis ses plus antiques fondements. Le livre, réédité à plusieurs reprises, servira d'ailleurs longtemps de référence en la matière car ce n'est pas avant les années 1890 que les économistes s'intéresseront à nouveau à l'histoire de leur discipline<sup>51</sup>. Mais surtout, alors que Blanqui est, faut-il le rappeler, l'un des économistes les plus en vue, successeur de

---

<sup>50</sup> BLANQUI aîné, *Histoire de l'économie politique en Europe, depuis les Anciens jusqu'à nos jours*, Paris, Guillaumin, 1837, 2 vol. (réédité en 1842,1845,1860,1882).

<sup>51</sup> Nous pensons que ce fait, à première vue curieux, doit être mis en relation avec les bases du libéralisme pur, qui domine la période : dans la mesure où les lois économiques sont des lois "naturelles", elles n'ont pas d'histoire, et celle de leur découverte importe assez peu. Pour le libéralisme, l'économie politique n'est pas une science historique.

J. B. Say au Conservatoire des Arts et Métiers et directeur de l'École supérieure de commerce, les perspectives qu'il trace nous paraissent, aujourd'hui, profondément originales, en quelque sorte atypiques. Son livre est en effet remarquable en ce qu'il donne à voir ce moment, initial et bref, de la constitution de l'économie politique française où celle-ci n'a pas encore rallié le libéralisme pur.

Pour Blanqui, qui se distingue sur ce point de J. B. Say, la science économique est loin d'être achevée ; elle se bâtit par l'apport successif des différentes écoles, et elle n'a toujours pas réussi à résoudre les graves questions de l'époque. Car une idée forte accompagne cette conception ouverte de l'économie politique : celle-ci est "une science vraiment sociale plutôt qu'une théorie de finances", et qui devrait contribuer à ce "qu'un jour il n'y (ait) plus de parias au banquet de la vie<sup>52</sup>". Blanqui perçoit avec acuité le développement de la misère ouvrière, ce "fruit amer" d'une croissance industrielle, par ailleurs créatrice d'immenses richesses. Le paupérisme, l'injustice qui préside à la répartition du produit, tels sont à ses yeux les grands problèmes sur lesquels achoppe l'économie politique. Et c'est sur la base de cette "philosophie sociale<sup>53</sup>" originale qu'il passe en revue l'œuvre des économistes.

Il le fait avec une indépendance d'esprit frappante. S'il reconnaît qu'Adam Smith a posé les fondements de la science nouvelle, il critique le dogmatisme avec lequel celui-ci affirme la nécessité de la "liberté illimitée" des intérêts privés et de leur concurrence effrénée. Avec le temps, écrit-il, sa doctrine a créé, à côté d'énormes richesses, une misère telle que "nous sommes obligés, aujourd'hui, de chercher un régulateur et de mettre un frein à ces instruments gigantesques de la production, qui nourrissent et affament les hommes, qui les vêtissent et qui les dépouillent, qui les soulagent et qui les broient<sup>54</sup>". Cette appréciation bien

---

<sup>52</sup> *Ibid.* t.1, p. XI.

<sup>53</sup> Richard ARENA, "A. J. Blanqui, un historien de l'économie aux préoccupations sociales", *op. cit.*, p. 166.

<sup>54</sup> Adolphe BLANQUI, *Histoire de l'économie politique*, *op. cit.*, t. 2, p. 127 (éd. 1845).

peu orthodoxe de la part du brillant disciple de J. B. Say s'accompagne d'un jugement certes plus nuancé, mais sévère, à l'égard de ce dernier. Blanqui lui reproche de traiter la question cruciale des salaires "avec sa rigidité naturelle" ; et cinq ans seulement après la mort du maître, il ne craint pas d'affirmer : "C'est par là désormais que ses écrits sont vulnérables et qu'ils ne peuvent manquer d'être dépassés par l'école de M. de Sismondi, malgré les erreurs qu'elle a commises<sup>55</sup>". En fait Blanqui approuve "l'école industrielle" en ce qu'elle permet le développement de la production, et son soutien personnel à la cause libre-échangiste s'inscrit dans ce cadre. Mais il s'en distingue clairement en plaçant au centre de l'économie politique le problème de la répartition des richesses.

La question est si décisive à ses yeux qu'il en fait le trait distinctif d'une "nouvelle école économique française", dont il n'hésite pas à prédire qu'"elle fera le tour du monde<sup>56</sup>". La répartition fondée sur les principes de justice et de morale, voilà le critère de cette "nouvelle école économique française qui a pris pour devise l'amélioration du sort du plus grand nombre<sup>57</sup>". Cette amélioration passe par des réformes. Celles-ci concernent, outre l'abolition du protectionnisme, "l'affranchissement des travailleurs<sup>58</sup>". Sur ce point Blanqui prend à nouveau ses distances par rapport à J. B. Say, lui reprochant de méconnaître l'action efficace que peuvent avoir les pouvoirs publics : pour lui, des lois protectrices du travail s'imposent<sup>59</sup>. Cependant les progrès de la législation ne saurait suffire à régler ce que Blanqui décrit comme une véritable lutte des classes, plus aiguë que les affrontements nationaux, et à laquelle il

---

<sup>55</sup> *Ibid.* , p. 202.

<sup>56</sup> *Ibid.* , p. 127.

<sup>57</sup> *Ibid.* , p. 358. Voir aussi p. 365 : "La nouvelle école économique française qui ne sépare pas les progrès de l'industrie de ceux de la morale et du bien-être général".

<sup>58</sup> *Ibid.* , p. 177.

<sup>59</sup> *Ibid.* , p. 202 et 174.

propose de remédier par "l'association"<sup>60</sup>, mais sans jamais toutefois préciser autrement sa pensée.

On mesure à quel point Ad. Blanqui et les premiers socialistes évoluent sur un terrain proche, celui de réformes sociales profondes, que l'on pourrait dire "structurelles". Il n'est donc pas surprenant de voir l'économiste considérer Saint-Simon, Fourier et Owen comme partie prenante de l'économie politique. Blanqui va d'ailleurs plus loin, car il inscrit Saint-Simon, et même en partie Fourier, aux côtés de Sismondi dans cette généalogie de l'économie politique spécifiquement française dont lui-même se revendique ; une économie politique dont, comparaison faite avec celle d'autres États européens, il affirme : "C'est seulement en France qu'elle a pris le caractère organisateur et social<sup>61</sup>". C'est ainsi que Sismondi, suivi d'ailleurs de Villeneuve-Bargemont, font l'objet d'un chapitre intitulé : "Des économistes *sociaux* de l'école française". Les *Nouveaux principes d'économie politique* sont pour Blanqui "le meilleur ouvrage critique qui existe en économie politique<sup>62</sup>". Sismondi a eu le courage et le mérite insignes de dénoncer, le premier, le productivisme de "l'école industrielle" et la misère dans laquelle il plonge les classes laborieuses. Mais s'il a éclairé brillamment le problème, il n'a pas pu proposer de solution ; de sorte que, note Blanqui, " Nous entendrons bientôt son cri d'alarme, répété d'une voix solennelle par les saint-

---

<sup>60</sup> *Ibid.* , p. 178-179 : "La France, écrit-il, a sans doute l'air de rivaliser avec l'Angleterre ; mais le capital lutte bien plus profondément avec l'ouvrier. Sous prétexte de faire triompher le pays dans le premier de ces combats, on maintient dans le travail une organisation qui a cessé d'être en harmonie avec ses besoins et les progrès de la civilisation (...) Toutefois, il sortira bientôt du sein de l'industrie une puissance irrésistible, destinée à guérir, comme la lance d'Achille, les maux qu'elle aura faits (...) c'est *l'association* ".

<sup>61</sup> *Ibid.* , p. 310.

<sup>62</sup> *Ibid.* , p. 236.

simoniens, retentir au sein de nos villes et dans le tumulte des insurrections<sup>63</sup> ".

A ses yeux, l'impuissance de Sismondi à résoudre le problème social tient surtout à un jugement par trop unilatéral, et quelque peu passéiste, qui l'empêche de voir les potentialités d'amélioration du sort des ouvriers que recèle en lui-même le développement industriel. Il n'en va pas de même des saint-simoniens, et l'on comprend dès lors l'éloge appuyé que l'économiste leur adresse, plus encore qu'à la personne de Saint-Simon. Il retrouve en effet dans les textes de l'école sa propre préoccupation : combiner la reconnaissance de la puissance transformatrice et progressiste de la grande industrie moderne avec le souci de "l'émancipation" des travailleurs. Blanqui connaît d'ailleurs d'autant mieux les saint-simoniens qu'il a collaboré quelques temps, en 1825-1826, à leur premier organe doctrinal, *Le Producteur*<sup>64</sup>.

Son chapitre "De l'économie politique saint-simonienne" ne laisse aucun doute sur la contribution scientifique d'une école qui, dès le départ, affirme le rôle essentiel des savants et des "industriels". Au lendemain de 1830, écrit-il, les saint-simoniens, élaborant des projets de réformes, traitaient "avec une supériorité incontestée les questions de finances, de travaux publics, de banques, d'associations, de paupérisme, et il faut convenir que jamais aucune réunion de savants n'avait mis en circulation une pareille masse d'idées<sup>65</sup> ". Les apports des saint-simoniens sont donc considérables. Blanqui n'hésite pas à affirmer que "c'est à eux que nous devons la tendance industrielle de l'époque actuelle<sup>66</sup>" ; à eux, aussi, qu'il revient d'avoir incité les classes aisées à la sollicitude envers les travailleurs. De sorte que, non seulement ils ont su poser les graves problèmes de l'époque, mais ils ont "préparé les principaux éléments de

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 240.

<sup>64</sup> Sébastien CHARLETY, *Histoire du Saint-Simonisme (1825-1864)*, Paris, Gonthier, 1965 (1ère édition : 1896), p. 31.

<sup>65</sup> Adolphe BLANQUI, *Histoire de l'économie politique, op. cit.*, t. 2, p. 278-279.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 279.

leur solution<sup>67</sup> : c'est à dire, en fait, ceux que Blanqui lui-même s'efforce de synthétiser, la croissance industrielle et l'amélioration du sort des classes laborieuses. L'école n'est pas responsable, ajoute-t-il, des insurrections qui marquèrent le début des années 1830, et qui sont le fait de masses peu éclairées, excitées par des démagogues. La propagande des saint-simoniens fut toujours, quant à elle, profondément pacifique, et elle ne prôna jamais ni la communauté des biens, ni celle des femmes<sup>68</sup>.

C'est pourtant dans les contradictions mêmes de leur doctrine que se trouve à ses yeux le germe de leur dégénérescence. Déjà chez Saint-Simon lui-même, Blanqui relève - mais sans insister - le dangereux paradoxe d'un "industrialisme" qui professe en même temps la soumission aveugle à l'autorité, risquant ainsi de susciter "une intervention universelle de l'administration dans les intérêts de tous les particuliers<sup>69</sup>". Quant à l'abolition de l'héritage et à l'application de la formule fameuse "A chacun sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres", elles impliquent "un répartiteur des jouissances et des fonctions", un grand-prêtre aussi infaillible et plus puissant que le pape. C'est bien là ce qui entraîne le dérapage. Car dès lors qu'est désigné ce *Père-suprême*, "le saint-simonisme dégénère en une sorte de théocratie mondaine et cesse de s'arrêter à la limite des utopies économiques. On ne le considère plus comme une école, mais comme une église<sup>70</sup>". Au nombre des "extravagances" qui ont perdu la secte saint-simonienne, Blanqui compte aussi leurs "folles tentatives d'émancipation des femmes", tandis qu'il souligne, mais discrètement, que les succès de salon de la rue Monsigny ont "contribué à la tendance vers l'épicurisme qui a égaré ces hommes remarquables<sup>71</sup>". Faisant ainsi la part entre l'école économique, et sa

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 271.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 276.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 276-277.

dérive - cléricale et excentrique - Blanqui ménage, en définitive, une place de choix aux saint-simoniens : leur doctrine, lue à travers sa propre problématique, apparaît nettement comme l'annonciatrice directe de sa "nouvelle école économique française". Il est clair, au contraire, que l'économiste se sent plus éloigné de Fourier, à qui il réserve, ainsi qu'à Owen, le terme d'"utopistes".

Le chapitre qui analyse les systèmes de ces deux "philosophes" est intitulé : "Des économistes *utopistes*". Mais si Blanqui les distingue ainsi des saint-simoniens, il les rassemble au contraire avec eux dans la catégorie des "*économistes réformateurs*"<sup>72</sup>. Celle-ci comprend donc, outre le saint-simonisme, le "système *sociétaire*" de Fourier, et le "système *social*" de Owen. On notera que c'est pour nommer ce dernier, le "socialiste anglais", que l'économiste utilise, une seule fois, l'expression "socialiste". Le terme était d'ailleurs appliqué de façon courante, en Angleterre, à Owen et à ses disciples. Pour Blanqui, "socialiste" et "sociétaire" désignent donc deux types de réformes qui trouvent encore leur place au sein de l'économie politique<sup>73</sup>.

Le portrait que Blanqui trace de Charles Fourier est celui d'un esprit hardi, blessé par les injustices et les déceptions amères de la société, et dans l'œuvre duquel les élans d'une imagination féconde se mêlent à des raisonnements souvent obscurs. L'auteur de *Histoire de l'économie politique* est choqué par l'acrimonie et le dénigrement que Fourier manifeste systématiquement à l'égard de ses savants devanciers ; il y voit un grave manquement aux principes de la science<sup>74</sup>. Toutefois il prend au sérieux le phalanstère et analyse son fonctionnement. Ses réserves portent surtout sur les modalités de la répartition, l'association du capital et du travail. Fourier, écrit-il, "s'imaginait faire disparaître les causes de haine et d'envie qui séparent (les classes pauvres) depuis l'origine du monde, des

---

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 283. C'est nous qui soulignons.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 293 : "Les *sociétés coopératives* du *socialiste* anglais n'avaient presque rien de commun avec les *phalanges* du *sociétaire* français".

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 291 et 286.

classes riches. Il n'y aurait plus de pauvres<sup>75</sup>". De même la suppression des guerres, la liberté absolue et l'égalité politique complète lui semblent ressortir de l'utopie. Mais d'une utopie qui, toutefois, n'incite nullement à l'ironie :

"Un homme, écrit-il, qui voue sa vie entière au culte d'une telle idée, qui veut faire concourir les passions au bien de l'humanité, qui entreprend d'associer les familles et les intérêts, et qui travaille avec une telle énergie à l'abolition des misères sociales, n'est point un utopiste vulgaire, quoique tous ses projets tiennent de l'utopie. Une utopie n'est souvent qu'une opinion avancée, proclamée à la face d'une génération qui ne la comprend pas encore, et destinée à devenir un lieu commun pour la génération qui suit<sup>76</sup>".

En réalité, ajoute-t-il, l'importance de Fourier tient à ce qu'il ne fait que théoriser "une sorte d'instinct" humain, celui de l'association, qui prolifère déjà sous des formes multiples, et dont il voit en Owen, également, un héraut. L'économiste va même jusqu'à regretter que le gouvernement n'ait pas patronné un phalanstère expérimental dont l'échec, comme l'éventuelle réussite, auraient pu enrichir la science<sup>77</sup>.

On voit donc bien comment Saint-Simon, Fourier et Owen s'intègrent sans difficulté dans l'économie politique telle que l'envisage Blanqui. Il est clair que l'intérêt qu'il porte, le premier, à l'œuvre de ces trois "économistes réformateurs" renvoie à la spécificité de ses propres conceptions. Son libéralisme, qu'il distingue soigneusement de celui de l'"école industrielle" d'A. Smith et de J. B. Say, est en effet bien particulier.

---

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 290.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 291. Dans le même esprit, Blanqui termine son chapitre par cette injonction aux classes aisées : "Respectez les utopistes qui vous accusent d'insouciance et rougissez de leurs erreurs, car ils consomment leur vie à penser pour des millions d'ingrats" (p. 299).

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 292.

Il recouvre certes son attachement à la liberté économique, seule capable de développer la croissance de la production, mais tout autant son souci de la réforme sociale qui, pour assurer une distribution équitable, tend à relativiser et à limiter la liberté économique elle-même. Au moment où se préparent les grandes enquêtes sur la condition ouvrière menées par des hommes, Villermé ou Buret, comme lui tourmentés par la misère des travailleurs, il refuse d'enfermer l'économie politique dans les dogmes productivistes du libéralisme pur. Car ce n'est qu' au regard de l'orientation "libérale-réformatrice", pourrait-on dire, de sa "nouvelle école économique française" que Saint-Simon, Fourier et Owen s'inscrivent pleinement à l'intérieur des frontières de l'économie politique. Mais pour que surgisse la catégorie de "socialistes", c'est-à-dire pour que nos trois "réformateurs" soient distingués, et exclus, de l'économie politique, il suffisait dès lors d'une simple inflexion dans l'équilibre fragile de cette problématique libérale *et* réformatrice. Il suffira en l'occurrence qu'un économiste ami de Blanqui, proche de lui par son ouverture d'esprit, mais néanmoins plus attaché que lui à la liberté économique, ainsi d'ailleurs qu'à l'ordre moral, reprenne, dans une perspective un peu modifiée, sa propre étude. Ce sera la tâche de Louis Reybaud qui - par ce qui peut ne sembler à l'époque qu'un léger déplacement doctrinal, un subtil recentrage sur la théorie de la liberté économique - allait faire émerger le concept de socialisme.

## 2 - Louis Reybaud et les "socialistes modernes"

Né à Marseille en 1799 dans une famille de négociants, Louis Reybaud est d'abord un jeune homme passionné de marine, qui s'initie au commerce par de longs voyages en Amérique et au Levant<sup>78</sup>. Venu à Paris pour compléter ses études dans les dernières années de la Restauration, il prend une part active à l'opposition libérale, écrit dans les journaux, et devient ce publiciste prolifique dont la plume agile et ironique devait faire le succès, quelques années plus tard, de la série des *Jérôme Paturot*. Nous

---

<sup>78</sup> Ces renseignements biographiques sont donnés par l'économiste Henri

BAUDRILLART, "Une enquête morale sur l'industrie. M. Louis Reybaud", *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1876, p. 889.

ignorons si ce militantisme politique est à l'origine de sa rencontre avec Guillaumin. Toujours est-il que l'éditeur, mettant à profit sa connaissance de la marine et des marchés lointains, sollicite Reybaud pour la préparation du *Dictionnaire du commerce et des marchandises* ; ce qui allait lui permettre de s'intégrer dans le milieu des économistes, et bien sûr d'y rencontrer Ad. Blanqui.

A partir de juillet 1836 et jusqu'en 1838, L. Reybaud fait paraître dans la *Revue des Deux Mondes* une série d'articles sur les saint-simoniens, les fouriéristes et Owen sous le titre d'ensemble "Socialistes modernes". Il s'agit là de la première étude consacrée aux socialistes par une revue savante, et de la première popularisation dans les milieux intellectuels d'un terme sur lequel, cependant, l'auteur ne s'explique guère. Mais l'écho, certain, de ces articles va se trouver fortement amplifié par leur reprise et leur développement dans l'ouvrage que publie l'économiste en 1840, *Études sur les Réformateurs contemporains, ou Socialistes modernes*. Le livre connaît d'emblée un succès remarquable, à tel point que le tirage s'en trouve épuisé trois mois après la parution. Il reçoit le grand prix Monthyon, décerné par l'Académie, en 1841 ; l'année précisément où son auteur signe l'éditorial du premier numéro du *Journal des Économistes*, dirigé par Ad. Blanqui, ce qui souligne, s'il en était besoin, la proximité intellectuelle des deux hommes. Dès lors les rééditions des *Études* se succèdent chaque année jusqu'en 1844.

Si dans l'analyse des doctrines de Saint-Simon, Fourier et Owen, Reybaud et Blanqui font souvent preuve d'une inspiration commune, le caractère novateur des *Études* n'en est pas moins frappant. Car regrouper ainsi les trois théoriciens sous le vocable de "socialistes" implique de les distinguer et de les détacher de l'économie politique. Et c'est bien là, semble-t-il, l'objectif principal de Reybaud, qui ne fournit nulle part, on le verra, une définition "positive" complète de ce qui est encore un néologisme. Par contre, à lire les textes ajoutés par l'auteur en 1840 à ses articles repris de la *Revue des Deux Mondes*, il devient clair, pensons nous, que Reybaud cherche d'abord à préciser - en écho direct à

Blanqui, et autrement que lui<sup>79</sup> - quelles sont les frontières de l'économie politique, et comment sa problématique propre - celle de la liberté économique, différenciée de celle des "socialistes" - permet seule de résoudre le problème social. Or c'est précisément dans la mesure où Reybaud se place ainsi dans une perspective théorique plus profondément libérale que celle de Blanqui qu'il en arrive à construire la catégorie de "socialistes".

Cette construction s'articule en trois moments, correspondants à chacun des textes ajoutés aux articles précédemment parus. Le premier de ceux-ci, l'*Avant propos*, cherche à justifier le regroupement de Saint-Simon, Fourier et Owen sous le terme de "socialistes". Mais alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que l'auteur définisse ce vocable nouveau, il n'en est rien. L'économiste se contente d'indiquer qu'il qualifie ses trois auteurs de "socialistes, en empruntant ce mot à l'Angleterre pour en user avec discrétion" ; car, ajoute-t-il, il s'agit d'esprits inclassables, qu'on ne saurait "confondre dans une catégorie consacrée. Ils n'aspirent pas à une seule science, mais à toutes. (...) (Ils) sont à la fois philosophes, législateurs, moralistes, philanthropes, économistes<sup>80</sup>". On le voit, Reybaud procède plutôt par défaut : il ne dénie pas à ses auteurs une place parmi les savants, mais leurs spéculations débordant le cadre établi des disciplines reconnues, on ne peut que réunir ces "penseurs excentriques", et prendre acte de ce qui les singularise, du "caractère distinctif de ces conceptions aventureuses : elles prétendent à la science universelle et n'acceptent aucune des idées reçues<sup>81</sup>".

La catégorie de "philosophe", d'un usage souvent assez extensif à l'époque, aurait sans doute pu convenir. Mais Reybaud est un

---

<sup>79</sup> Il convient de rappeler que les premiers articles de Reybaud dans la Revue des Deux Mondes, en 1836, précèdent la parution de l'*Histoire de l'économie politique* de Blanqui en 1837-1838.

<sup>80</sup> Louis REYBAUD, *Etudes sur les réformateurs contemporains ...*, op. cit., 2ème éd. 1841 ; "Avant propos de la première édition", p. 2.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 3.

économiste : c'est en tant que tel qu'il s'intéresse aux trois théoriciens, dans la foulée de Blanqui ; et c'est visiblement en réponse à ce dernier qu'il les retranche de l'économie politique, tout en notant que des "affinités nombreuses" les en rapprochent : "En économie morale et politique, écrit-il, ces trois novateurs côtoient souvent nos autorités les plus légitimes : MM. Sismondi, Ad. Blanqui, Rossi, Droz, Dûchatel, Dunoyer, Ch. Dupin, Villermé, Passy, de Tocqueville<sup>82</sup>". On ne peut signifier plus nettement que, pour l'auteur, Saint-Simon, Fourier et Owen sont extérieurs à l'économie politique, y compris à son aile la plus sensible à la question sociale. D'ailleurs aux yeux de Reybaud, la singularité de ses trois penseurs est telle qu'il les considère comme formant "à eux seuls une famille ". Il admet pourtant qu'ils ont inspiré d'autres théoriciens : en "philosophie sociale", Pierre Leroux et Reynaud, en "théosophie transcendantale", Bûchez et Roux. Cependant il est clair que pour lui la catégorie de "socialistes" se limite à ces trois personnalités, à ces "esprits téméraires qui ont voulu refaire l'humanité et le monde<sup>83</sup>", et qu'il entend visiblement traiter dans une optique différente de son prédécesseur. De cet avant-propos ressort pleinement l'ambivalence de l'auteur, pris entre admiration et réticences face à la hardiesse de ces théoriciens. On conviendra pourtant que ce premier texte ne fournirait qu'une justification prudente, pour ne pas dire assez faible, de la nouvelle terminologie s'il n'ouvrait à ce qui fait l'une des grandes originalités de l'ouvrage : la recherche d'une véritable généalogie des "socialistes modernes".

Le chapitre qui lui est consacré - "Origine et filiation des utopies sociales" - n'avait pas, lui non plus, paru dans la *Revue des Deux Mondes*. Placé en tête des articles repris de la revue et consacrés aux trois socialistes, il en oriente la lecture dans un sens nouveau. Désormais, en effet, aucun doute n'est possible. Reybaud confère bien à ses penseurs un statut différent, qui les sépare clairement des économistes, dès lors qu'il les rattache à une lignée autre, celle des "utopies sociales". L'auteur traite sous ce terme des "utopies particulières", œuvres purement spéculatives de créateurs individuels, de Platon à Babeuf et Rétif de la Bretonne ; puis

---

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 5.

des "sectes sociales" qui, des Esséniens aux Jésuites du Paraguay, tentèrent de concrétiser dans la réalité leurs rêves de Cités terrestres idéales.

Mais avant de développer ce thème, Reybaud se lance dans ce qui apparaît comme un véritable éloge de l'utopie. Car il ne se contente pas d'affirmer, sur les traces de Blanqui, que "les penseurs qui croient avoir la conscience et l'inspiration d'un état meilleur, les utopistes (ont) quelque droit au respect et à l'attention des hommes. Ils comptent dans l'ensemble des existences, comme un stimulant, un aiguillon nécessaires<sup>84</sup>". Il expose une sorte de conception dialectique où le progrès des idées, et celui des sociétés qui en résulte, procèdent du négatif, de la critique de ce qui est. Les "esprits qui rompent avec les opinions accréditées" réveillent la pensée, la force à sortir de la routine où elle se complaît. "La négation de ce qui est, en renversant l'état consenti des sociétés " impose de penser à nouveaux frais le problème de l'organisation sociale. Et d'ajouter :

"On résiste, il est vrai, à des appels subversifs, on se tient en garde contre des systèmes de dénigrement absolu et de régénération chimérique, mais on les discute, on les combat, et de cette controverse naît le doute, qui se traduit bientôt par un besoin de changement. Qu'en résulte-t-il ? Une infiltration continuelle d'éléments nouveaux dans un monde en apparence stationnaire, un mélange de témérité et de prudence, de résistance et de mouvement qui constitue la vie et l'essence même des sociétés<sup>85</sup>".

Dans le cadre d'une théorie si ouverte, le nouveau, qui est folie aujourd'hui, sera accepté comme vérité demain. Et Reybaud de citer quelques exemples célèbres - Socrate, le Christ, ou Galilée - avant de conclure : "Il faut chercher la vérité partout, même au sein de l'erreur, même dans les rêves. Là est le devoir, là est la science<sup>86</sup>". Le propos est clair : en insérant Saint-Simon, Fourier et Owen dans cette longue filiation

---

<sup>84</sup> *Ibid.* , p. 42 (ed. 1864).

<sup>85</sup> *Ibid.* , p. 41.

<sup>86</sup> *Ibid.* , p. 42.

d'utopistes, l'économiste les reconnaît comme des esprits avant tout critiques, qui sonnent l'alarme et obligent à la réflexion ; comme des "révélateurs", également, dont les intuitions doivent être déchiffrées, dégagées - par la science - de leur gangue de "bizarreries" et de rêves. Tout à la fois stimulants et matériaux pour la science économique, leurs œuvres ne se situent donc pas à l'intérieur de ses frontières, comme le pense Blanqui, mais à l'extérieur. Toutefois ces "novateurs" sont, aussi, en quelque sorte des précurseurs de la science. Alors que Blanqui, tout en les incluant dans l'histoire de l'économie politique, relevait leur incapacité à résoudre la question sociale, Reybaud trace une perspective différente. De cette vaste succession de réformateurs utopistes, il tire la conviction suivante : "Ce qu'il faut voir surtout dans cette poursuite opiniâtre du problème social, c'est moins son impuissance que son irrésistibilité. N'est ce pas là le gage d'un succès plus ou moins prochain, et peut-on admettre que Dieu se plaise à pousser impérieusement l'esprit humain vers des recherches éternellement vaines?<sup>87</sup>". Est-ce forcer les choses d'avancer que, aux yeux de Reybaud, cette longue période d'utopies paraît être comme une préhistoire de la science économique ? Peut être. Mais il semble bien cependant qu'en retraçant cette histoire millénaire, notre économiste cherche - face à Blanqui et autrement que lui - à justifier leur conception commune d'une économie politique qui doit impérativement se préoccuper de résoudre la question sociale. Pour lui l'économie politique s'insère en quelque manière dans la longue suite de ces efforts et de ces rêves de régénération sociale ; ne serait-ce que parce qu'elle y puise la légitimité de ses objectifs propres, ce qui implique aussi qu'elle vienne la clore<sup>88</sup>. Car l'économie politique se distingue nettement de cette antique tradition, comme si la vérité de la science mature se séparait des erreurs et des scories qui accompagnèrent son émergence.

Quoi qu'il en soit, en détachant ainsi Saint-Simon, Fourier et Owen de l'économie politique et en les inscrivant dans une filiation

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>88</sup> Rappelons que dans son avant-propos, Reybaud écrit : "Ainsi ces trois noms forment à eux seuls une famille. Quand on les a parcourus, la liste est close : on ne trouve plus ailleurs ni cette audace, ni cette ambition". *Ibid.*, p. 3.

spécifique, celle des "utopies sociales", Reybaud donne consistance, pour la première fois, à la catégorie de "socialiste". Il la construit comme celle des héritiers et des continuateurs de ce courant immémorial qui de tous temps, à travers des imaginations chimériques et fécondes, combina la critique sociale avec les aspirations à un monde meilleur. Cette généalogie, véritablement fondatrice du socialisme, allait faire date. Elle sera reprise inlassablement, nous le verrons, tant par les économistes que par les socialistes eux-mêmes. L'écho du livre de Reybaud dépassa d'ailleurs la France. Celui-ci servit de base à l'ouvrage de Lorenz von Stein, *Le Socialisme et le communisme dans la France contemporaine*, qui révéla outre-Rhin, en 1842, les doctrines françaises, et joua un rôle important dans l'évolution des Jeunes-Hégéliens vers le communisme. Marx lui-même connaissait bien l'œuvre de Reybaud. Dans *L'Idéologie allemande*, rédigée avec Engels en 1845-1846, il démontre, citations à l'appui, que son adversaire, le "socialiste vrai" Karl Grün, a plagié honteusement, en le déformant, le texte de Reybaud ; donnant ainsi dans son propre livre - *Le Mouvement social en France et en Belgique* - une interprétation spéculative et fautive du socialisme français <sup>89</sup>.

La conclusion des *Études sur les Réformateurs contemporains*, elle aussi ajoutée aux articles de la *Revue des Deux Mondes*, permet de compléter cette représentation initiale des socialistes. Toutefois il serait vain de chercher dans ce texte une caractérisation délibérée du *socialisme* comme tel. Reybaud n'emploie d'ailleurs qu'avec parcimonie l'adjectif *socialiste*, lui préférant les termes de "novateurs" ou de "réformateurs". Quant au substantif, qui implique une conceptualisation plus poussée et rigoureuse, il ne se trouve nulle part dans son livre. C'est ainsi que l'auteur se contente d'intituler sa conclusion : "Influence de ces théories contemporaines sur les tendances de nos sociétés". Il s'agit d'un bilan

---

<sup>89</sup> Karl MARX et Frédéric ENGELS, *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, notamment p. 544-548, 562, 574 . La conception d'un socialisme *utopique* est étrangère aux premières problématiques de Marx. Il se pourrait par contre que sa lecture de Reybaud, en 1846, ait contribué à lui inspirer la catégorie de "socialisme et communisme critico-utopiques" sous laquelle il range Saint-Simon, Fourier et Owen dans le *Manifeste communiste*.

critique où sont abordés tour à tour les "écueils de ces théories", puis les "services rendus" par ces mêmes doctrines. Reybaud en juge par rapport à l'économie politique, confirmant par là que tel est bien l'essentiel de son propos : deux ans après *l'Histoire de l'économie politique* de Blanqui, il vise, en en excluant les socialistes, à rectifier les frontières de la science économique tout en affirmant - d'une façon plus assurée, plus offensive même que ne l'a fait son collègue et ami - la capacité de celle-ci à résoudre le problème social.

Au chapitre des "écueils" auxquels se heurtent ses trois penseurs, l'économiste développe l'idée qu'ils "ont ébranlé les croyances des sociétés modernes sur deux points essentiels : les vérités morales et les vérités économiques". En matière de morale, la critique est cinglante. Alors que Blanqui ne se place jamais sur ce terrain, Reybaud s'insurge avec véhémence contre des hommes qui osent "proclamer la légitimité absolue, illimitée des passions", et qui viennent ainsi "ouvrir la porte à tous les dérèglements, à tous les abus, à tous les excès, dépouiller la vie de son idéal et détrôner l'esprit pour conserver la matière<sup>90</sup>". En prônant "l'abandon aux appels des sens", ils sapent les valeurs sur lesquelles reposent la famille et la société, entraînés par l'abolition de la propriété et du mariage vers une destruction inéluctable. C'est donc au nom de l'ordre social que notre auteur fustige la subversion de l'ordre moral.

Mais cette incitation à la liberté des mœurs, de la part des trois théoriciens, lui semble d'autant plus paradoxale et condamnable qu'ils s'en prennent à la liberté économique, en la désignant comme responsable de tous les maux de la société. Ces hommes, écrit-il, "n'hésitent pas à se déclarer les partisans de l'autorité pour ce qui touche à l'économie des richesses. Ils ont proclamé l'émancipation des passions et ils décrètent la servitude des intérêts<sup>91</sup>". Les socialistes sont donc des "autoritaires", un terme promis à un bel avenir. Et c'est sur ce point que l'économiste développe le plus longuement son réquisitoire. Nous sommes là en effet au cœur du problème : ce n'est qu'au regard d'un libéralisme conséquent -

---

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 306.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 313.

plus conséquent en tous cas, et plus radical que celui de Blanqui - que prend corps la notion de socialiste. Reybaud reconnaît d'abord, en termes aussi forts que son devancier, que "l'économie politique n'est pas une science complète". Elle ne se préoccupe pas assez de la répartition des richesses. L'élément moral lui manque encore. De sorte que la question du paupérisme reste entière : "On pourrait, admet-il, lui demander, avec autant de tête, un peu plus d'entrailles<sup>92</sup>". Mais puisque la discipline, attaquée avec vigueur, "a été mollement défendue<sup>93</sup>", l'économiste passe à l'offensive. Son argumentation est simple : la liberté économique n'existe pas encore ; le protectionnisme, les monopoles et taxes sur divers produits continuent d'entraver la production. Comment, dans ces conditions, rendre responsable des maux de la société une science qui prône le contraire de ce qui est, la liberté, et dont les avis restent lettre morte ? Comment incriminer une liberté économique, qui n'existe pas encore, alors qu'elle serait précisément à même de fournir la solution des problèmes sociaux ? Suit un ardent plaidoyer en faveur de cette liberté économique, qui seule peut améliorer la situation des travailleurs, en accélérant la marche vers la prospérité générale et, par là, vers une "égalité relative" des conditions.

Reybaud en vient donc à conclure qu'il est nécessaire de "*renverser les termes* des trois théories que nous avons parcourues et de reconnaître comme instruments nécessaires du progrès social : l'autorité dans l'ordre moral ; dans l'ordre économique, la liberté<sup>94</sup>". La formule montre clairement comment, sous la plume de l'économiste, les notions de socialisme et de libéralisme économique se construisent ensemble, l'une par rapport à l'autre. De plus elle souligne à quel point le clivage entre les deux doctrines s'élabore sur la base d'une problématique qui leur est encore commune : celle des réformes, jugées nécessaires vue l'acuité du problème social. Reybaud partage certes sur ce point essentiel l'orientation "libérale-réformatrice" de Blanqui. Mais si ce dernier considère que les

---

<sup>92</sup> *Ibid.*, 314.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 315. Cette remarque semble bien viser Blanqui.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 323. C'est nous qui soulignons.

réformes destinées à une juste répartition du produit doivent s'imposer, y compris aux dépens d'une liberté économique illimitée, il n'en va pas de même pour l'auteur des *Études*. C'est de celle-ci, au contraire, que Reybaud attend la solution de la question sociale. Et les réformes qu'il envisage consistent avant tout en son instauration pleine et entière<sup>95</sup>. A un moment où la lutte contre le protectionnisme est précisément ce qui va cimenter l'organisation des économistes, on ne saurait s'étonner de voir son argumentaire à l'encontre des socialistes très largement repris.

L'accent mis sur la liberté économique - c'est à dire en fait, l'affirmation du libéralisme - est donc bien, on le voit, la condition de l'émergence de la catégorie de "socialiste". Mais si les frontières et les principes de l'économie politique s'en trouvent clarifiés, il n'en reste pas moins que les oppositions sont encore loin d'être rigides. La bienveillance de Reybaud envers ses trois penseurs, tout au long de son ouvrage, est indéniable, et elle s'explicite quand il examine les "services rendus" par leurs œuvres. Ces théories, écrit-il, qui partaient du cœur et "sont allées droit aux classes souffrantes", ont ainsi sonné l'alarme en pointant la misère sociale. Et d'ajouter : "On ne peut plus fermer les yeux sur le mal. C'est sur ce terrain que doit se placer désormais la science économique (...) (Celle-ci) renferme tous les éléments du progrès social : il suffit de les en dégager et de les féconder par la mise en œuvre<sup>96</sup>". C'est bien là reconnaître une problématique commune, celle de l'amélioration de la situation des travailleurs, que les économistes partagent avec les socialistes, et qu'ils leur empruntent. Mais au-delà, n'est-ce pas affirmer que, leur tâche accomplie, le temps des socialistes est révolu ? Alors que ceux-ci n'ont pu que dénoncer le paupérisme, l'économie politique, elle, à

---

<sup>95</sup> Le libéralisme de Reybaud est pourtant loin d'être absolu. S'il refuse en général l'intervention de l'État dans l'économie, il l'accepte néanmoins en matière de crédit, et il considère le projet de réglementation de l'emploi des enfants dans les manufactures comme une "mesure de police nécessaire" contre les abus. *Ibid.*, p. 320.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 326-327.

partir de ses principes scientifiques saura l'éradiquer. Aux théories critiques et utopistes succède la science...économique<sup>97</sup>.

La dette des économistes envers les socialistes, cependant, ne s'arrête pas là. Reybaud met au compte des "services rendus" par Saint-Simon, Fourier et Owen d'avoir soulevé "le plus grand problème des temps modernes, celui de l'association<sup>98</sup>". La question de l'association est d'importance, et incite à nuancer toute conception trop schématique des rapports du libéralisme et du socialisme à leur origine. La preuve en est que l'économiste ne se contente pas, comme le fait Blanqui, de reprendre le terme à son compte. Beaucoup plus clairement que lui, il perçoit la convergence, sur ce point, de ces trois brillants "novateurs". Surtout, il ne se contente pas de noter que l'association constitue le point d'unité des trois théoriciens, mais il y voit aussi, personnellement, le meilleur remède "aux sacrifices que conseille une concurrence sauvage", et il lui adresse un hymne vibrant, fortement inspiré de ses trois auteurs :

"L'avenir, ne nous y trompons point, appartient à l'association (...) Dans le monde des passions, dans le monde des intelligences, dans le monde des intérêts, l'harmonie ne se fondera que par l'association. Rien n'est encore prêt pour son avènement, gouvernements et peuples, personne n'est mûr, tout résiste<sup>99</sup>".

Pour tenter de vaincre cette résistance, Reybaud termine d'ailleurs son livre par un appel à l'économie politique, l'incitant à réagir, car c'est à l'association que doit tendre la science économique : "Par la pratique intelligente de la liberté, il faut qu'elle arrive à l'association<sup>100</sup>". L'association comme apothéose de la liberté économique, la formule peut

---

<sup>97</sup> On sait comment la réflexion de F. Engels sur le "trio" utopiste le conduisit à une conclusion parallèle, mais inverse, qui fait du "socialisme scientifique" la science enfin advenue.

<sup>98</sup> *Ibid.* , p. 328.

<sup>99</sup> *Ibid.* , p. 329.

<sup>100</sup> *Ibid.* , p. 331.

sembler étrange sous la plume d'un libéral. Elle témoigne d'abord, croyons nous, d'un temps où un trait d'union existe encore entre économistes et socialistes. L'association, cette parole magique du socialisme pré-quarante-huitard, enflamme encore, en 1840, les économistes eux-mêmes. Mais en 1840 précisément Louis Blanc fait paraître son *Organisation du travail*. Dès lors le terme d'association va se fractionner en significations opposées - défense de la société comme association "naturelle" pour les uns, ou sa réorganisation "volontaire" sur la base de l'association ouvrière pour les autres ; et il ne tardera pas à devenir ainsi, nous le verrons, l'un des thèmes majeurs de la confrontation entre libéralisme et socialisme.

Mais pour l'heure, l'association est encore le lien qui rattache l'une à l'autre les deux doctrines. C'est sans doute pourquoi Reybaud ne parvient nulle part à définir pleinement ses socialistes. Dans la conclusion même de son livre, leur caractérisation est fragmentée. Les éléments de leurs doctrines étrangers à l'économie politique sont scindés de ceux qui les en rapproche. C'est bien d'ailleurs la preuve que, comme on l'a signalé, l'enjeu de cette conclusion, et de l'ouvrage tout entier, est moins d'enserrer les socialistes dans une définition rigoureuse que, à travers un bilan critique de leurs œuvres, de préciser à quelles conditions la science économique peut résoudre le problème social. Aux yeux de Reybaud, il est évident que seul le libéralisme peut venir à bout de cette tâche. En percevant l'opposition de la liberté économique et du principe "d'autorité" des socialistes, en affirmant que la pleine liberté économique est le facteur décisif de solution de la question sociale, il se sépare de Blanqui ; et il est conduit à retrancher les "réformateurs contemporains", en tant que "socialistes", de l'économie politique. Mais dans le même temps, il partage avec son prédécesseur, et avec les socialistes eux-mêmes, l'espoir d'une société fondée sur l'association. C'est pourquoi il ne peut construire pleinement le concept de socialisme. On notera cependant que ce n'est sans doute pas un hasard si le premier penseur à lui donner forme est un économiste, préoccupé par la question sociale et qui cherche, pour la résoudre, à explorer plus avant la solution libérale. Les socialistes de l'époque, même quand ils rapprochent Saint-Simon, Fourier et Owen - comme le font, précisément en cette année 1840, Flora Tristan ou Cabet

<sup>101</sup>- ne parviennent pas à ce degré de conceptualisation. C'est que l'unité du courant socialiste, par ailleurs divisé par la diversité de ses systèmes et par l'esprit de secte qui préside à ses débuts, surgit plus clairement en référence à un corps de doctrines déjà structuré, considéré par ses théoriciens comme une science établie. L'invention du socialisme impliquait, dans le même mouvement, l'approfondissement de la théorie libérale ; la confrontation des économistes avec un socialisme en pleine efflorescence, durant les années 1840, allait les conduire à élaborer une version particulièrement radicale du libéralisme.

---

<sup>101</sup> A FAIRE !

### **3 - De la confrontation avec les "réformateurs" à la lutte ouverte contre les socialistes**

De 1840 à 1848 on assiste, pourrait-on dire, au double essor, parallèle et croisé, de l'économie politique et du socialisme. Sans doute la violence des affrontements qui ont marqué le début des années 1830 et la consolidation bourgeoise du régime ont elles, pour un temps, verrouillé tous les espoirs. Mais à partir de 1840 les grèves ouvrières reprennent, tandis que l'on voit éclore une extraordinaire profusion d'idées et de systèmes nouveaux qui se proposent de transformer la société, et l'humanité toute entière. Rationaliste et mystique, jacobine et libertaire, organisatrice et onirique, la pensée sociale du temps est contradictoire, luxuriante, lyrique. A côté de celle des fouriéristes surgissent de nouvelles doctrines : celles des anciens saint-simoniens Pierre Leroux ou Pecqueur, de chrétiens tels Laménais ou Buchez, de républicains socialistes comme Louis Blanc et Vidal, de communistes enfin, de diverses nuances - néo-babouvistes de Pillot et Laponneraye, blanquistes et cabétistes - sans oublier l'inclassable Proudhon. A travers cette effervescence, certains thèmes s'imposent. Et d'abord la dénonciation, unanime, d'un ordre social injuste, marqué par l'égoïsme et l'individualisme, fondé sur une concurrence aux effets dévastateurs, et qui exploite les prolétaires. A cela une idée force répond : l'association. Elle est déclinée de mille façons, qu'elle soit sociétaire ou chrétienne, communiste ou étatiste. Avec elle sera réalisée - pacifiquement, pour la plupart du moins de ces penseurs - "l'organisation du travail", qui doit atténuer, voire supprimer les inégalités sociales, et assurer le "droit au travail".